



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par New Japan Women's Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Depuis sa création en 1962, New Japan Women's Association, avec ses 150 000 membres à travers le Japon, œuvre pour la suppression des armes nucléaires, en faveur des droits fondamentaux des femmes et des enfants, et pour la solidarité avec les femmes dans le monde pour la paix.

Disparités de revenus et augmentation de la pauvreté au Japon

Au Japon, des jeunes mères ont organisé des manifestations où elles scandaient : « C'est moi qui ne trouve pas de place pour mon enfant à la crèche ». De plus en plus de gens font entendre leurs voix à propos des difficultés qu'ils rencontrent, en affirmant « mon entreprise est un atelier de misère » ou « cela fait longtemps que je suis sur liste d'attente pour obtenir une place en maison de retraite ». Ils exhortent les autorités à orienter leurs politiques en fonction de la volonté du peuple. Cette tendance traduit une réalité : le taux de pauvreté relative du Japon, troisième « puissance économique » mondiale, a atteint un record inédit de 16,1 %, le taux de pauvreté touchant les enfants se portant à 16,3 %. Un Japonais sur six souffre de la pauvreté et d'inégalités de revenus.

Les femmes sont les plus durement touchées. Parmi les travailleurs non réguliers, 70 % sont des femmes. Leur salaire moyen correspond à environ la moitié de celui des hommes et 30 % des femmes célibataires qui travaillent perçoivent moins de 1,14 million de yen (environ 10 932 dollars des États-Unis) par an. De fait, la pauvreté est un problème qui concerne les femmes. Alors que le manque de places de garderie attire l'attention du public, bien des femmes vivent de très grandes difficultés, puisqu'elles ne peuvent travailler même si elles le souhaitent ou ne parviennent à assurer leur subsistance de manière satisfaisante même lorsqu'elles exercent un emploi. Le taux de pauvreté parmi les familles monoparentales est de 54,6 % et ces parents sont contraints de cumuler deux ou trois emplois. La faiblesse des rémunérations des femmes limite le montant de leurs retraites. Dans le questionnaire mené par New Japan Women's Association, 80 % des femmes interrogées affirment qu'elles trouvent impossible de vivre avec leur retraite pour seule ressource. La pauvreté est très répandue chez les femmes de tous âges.

Trois facteurs sont responsables de la situation actuelle

Tout d'abord, la série de réformes négatives du droit du travail menée au nom de la « déréglementation » ou de la « diversification des modalités d'emploi » a conduit à une importante hausse du travail non régulier, notamment du travail temporaire ou contractuel. Les emplois imposant de longues journées, des revenus faibles et négligeant les droits des travailleurs se sont répandus rapidement et à grande échelle. Les conditions de vie de ces employés sont si difficiles qu'ils sont décrits comme des « travailleurs jetables » « sur le point de mourir de surmenage ». Les salaires annuels moyens des employés ont diminué de 450 000 yen (environ 4 320 dollars des États-Unis) au cours des 20 dernières années et de 200 000 yen (environ 1 929 dollars) durant les quatre dernières années. Environ 30 % des ménages, soit 18 920 000 foyers, ne disposent d'aucune épargne et la population de « travailleurs pauvres » continue de croître.

Deuxièmement, la politique de maîtrise des dépenses de sécurité sociale et d'éducation du gouvernement aggrave la situation. Les réductions des pensions de

retraite et des prestations de protection sociale, ainsi que l'augmentation des primes d'assurance médicale et de soins infirmiers et les frais des services de soin imposent aux usagers des charges de plus en plus lourdes. Les dépenses publiques du Japon destinées aux établissements d'enseignement ne représentent que 3,5 % de son produit intérieur brut, soit la proportion la plus faible de 32 des 34 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour lesquels ces données étaient disponibles. Les frais de scolarité élevés et les prêts avec intérêts pour les études contribuent à la pauvreté et privent certains jeunes de possibilités d'étudier. On déplore de plus en plus de cas de parents ne parvenant plus à payer les repas scolaires et de jeunes forcés à interrompre leurs études en raison de frais de scolarité prohibitifs.

Troisièmement, la hausse du prix des produits de base et de la taxe à la consommation, passée de 5 à 8 %, conséquences directes de l'« Abenomique », la politique économique du gouvernement actuel, frappent directement la population à faible revenu. D'autre part, les allègements fiscaux destinés aux plus riches et la détente fiscale de l'impôt sur les sociétés ont profité aux plus favorisés. La richesse collective des 40 Japonais les plus fortunés était évaluée à 7,2 billions de yen (environ 69 milliards de dollars) en 2012 et elle a plus que doublé en quatre ans depuis lors, atteignant 15,4 billions de yen (environ 147,7 milliards de dollars) en 2016. Le montant des réserves internes des grandes entreprises a dépassé les 300 billions de yen (environ 2,9 billions de dollars). Tous ces éléments sont révélateurs de la situation au Japon en ce qui concerne la redistribution des revenus, qui permet aux pouvoirs publics de compenser les inégalités et de réduire la pauvreté en imposant plus de taxes sur les revenus élevés et en octroyant des indemnités généreuses aux populations à faibles ressources.

Le gouvernement promeut une « société dans laquelle les femmes s'épanouissent » et une « société dont les 100 millions de personnes sont actives » ; ses représentants parlent à présent d'une « réforme du style de travail » afin de respecter le principe « même poste, même paie » et pour « faire face aux longues journées de travail ». Cependant, en réalité, le gouvernement cherche à poursuivre la réforme du droit du travail dans un sens défavorable afin de mettre en place un système « paiement zéro des heures supplémentaires », de réduire les salaires et ainsi diminuer les écarts de revenus et d'établir un système qui « permet aux entreprises de licencier les employés en leur versant une indemnité afin de régler un différend ». Si elle est mise en œuvre, cette « réforme » fera de la population féminine une main-d'œuvre bon marché et augmentera la pauvreté au lieu de la réduire.

La mise en œuvre de ces politiques relatives à l'emploi et l'économie est extrêmement préoccupante puisqu'elle s'accompagne de mesures de militarisation. En septembre 2015, l'administration du Premier Ministre Shinzo Abe a fait passer par la force une « législation de guerre », pourtant anticonstitutionnelle, malgré l'opposition de la majorité de la population. Cette législation a porté le budget militaire du Japon à plus de 5 billions de yen (environ 47,9 milliards de dollars) pour la première fois. Les bases militaires du pays, notamment celle d'Okinawa, sont renforcées, les troupes des Forces d'autodéfense japonaises ont été envoyées au Soudan du Sud pour participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au milieu de bombardements intensifs et d'échanges de balles. Alors que les Nations Unies expriment leur grande préoccupation à propos de la situation accablante dans ce pays, les autorités japonaises prévoient d'affecter du personnel

des Forces d'autodéfense au Soudan du Sud avec de nouvelles missions, ce qui pourra entraîner la mort de civils. Le Cabinet de Shinzo Abe est composé de personnalités d'extrême droite qui glorifient la guerre d'agression du Japon. Ses efforts pour faire du Japon une « nation guerrière » entraîneront le pays à réitérer les erreurs du passé, à savoir réduire des femmes à l'esclavage sexuel, à l'encontre de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. La question des « femmes de réconfort », c'est-à-dire l'exploitation par l'armée japonaise d'esclaves sexuelles en temps de guerre, doit être résolue de façon acceptable pour les survivants à partir des excuses sincères formulées au nom de l'État japonais. Les démarches permettant d'atteindre un tel accord doivent être effectuées en conjonction avec le mouvement visant à arrêter la transformation du Japon en un « État militarisé ».

Mettre un terme aux politiques néolibérales et à la militarisation est la seule méthode efficace permettant d'éliminer la pauvreté et les inégalités tout en promouvant les droits des femmes.

Au Japon, des femmes et des jeunes n'ayant aucune expérience des mouvements sociaux se sont exprimés pour protester contre la législation de guerre. Une coopération entre divers citoyens s'est développée autour de l'objectif commun de faire « retirer la législation de guerre », de « rétablir le constitutionnalisme » et d'« établir des politiques respectueuses de la dignité des personnes ». Ils ont rassemblé avec succès des partis d'opposition pour qu'ils s'unissent lors des élections dans le but d'opérer des changements politiques. Les voix et les actions des citoyens créent un nouveau militantisme permettant à des individus d'exprimer leurs propres préoccupations pour se faire entendre auprès des autorités locales, du parlement et des représentants de l'État japonais.

Réduire les dépenses militaires afin d'investir pour « l'égalité entre les hommes et les femmes, le développement et la paix »

Des femmes et d'autres citoyens s'expriment et agissent dans le monde entier contre les politiques d'austérité et pour l'allocation des ressources en faveur des besoins humains et non des armes nucléaires et de la sécurité militaire.

Un projet de résolution a été déposé lors de la 71^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le but d'organiser des négociations en 2017 pour un « instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires ». En avril dernier, une campagne internationale de pétition a été lancée pour la première fois par les Hibakusha, survivants de la bombe atomique, appelant à l'abolition et l'élimination des armes nucléaires. Cette pétition vise à recueillir des centaines de millions de signatures dans le monde entier d'ici à 2020. Les signatures seront présentées aux Nations Unies chaque année. Le 6 octobre 2016, 560 000 signatures ont été envoyées à la Première Commission. Une seule explosion d'une bombe nucléaire, qu'elle soit intentionnelle ou accidentelle, aurait des conséquences irréparables pour les êtres humains et pour la planète. Des sommes d'argent considérables sont dépensées pour concevoir et produire ces armes ; leur abolition et leur élimination contribuera énormément à une réduction drastique des dépenses militaires.

L'appel de New Japan Women's Association à « réduire les dépenses militaires au profit des conditions d'existence, de la protection sociale et de l'éducation de la population » se répercute partout sur la planète. Nous continuerons à agir en parfaite solidarité avec les femmes du monde entier pour promouvoir « l'égalité entre les

hommes et les femmes, le développement et la paix » et construire une société pacifique, équitable et durable.
